

---

## L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois: vulnérabilité et sécurité

Michel JAN

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/51>

DOI : [10.4000/cemoti.51](https://doi.org/10.4000/cemoti.51)

ISSN : 1777-5396

**Éditeur**

AFEMOTI

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 1998

ISSN : 0764-9878

**Référence électronique**

Michel JAN, « L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois: vulnérabilité et sécurité », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 25 | 1998, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/51> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.51>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois: vulnérabilité et sécurité

Michel JAN

---

"L'histoire du Xinjiang est une histoire de développement, de construction et de défense...". A vrai dire, pendant longtemps les liens entre ces marches de l'ouest et le reste de la Chine ont été si ténus, du fait de l'éloignement et de l'originalité de ces régions, qu'il fut difficile de les intégrer dans l'ensemble chinois. C'est un phénomène historique et récurrent, comme le montrent régulièrement des manifestations de séparatisme.

Dans la Région autonome (RA) du Xinjiang, la sécurité est une priorité qui concerne tous les domaines. Cependant, les spécificités locales, géographiques, humaines, culturelles, distinctes à bien des égards des autres régions chinoises, ne sont plus des facteurs aussi déterminants que dans le passé. La situation a évolué en quelques années, comme le révèlent de profonds changements. L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois est bien avancée, au point d'apparaître irréversible.

La région a connu des transformations fondamentales en un demi siècle, depuis la prise du pouvoir par le régime communiste. Le développement économique et des échanges régionaux est le résultat et non la cause d'une politique donnant la priorité à la stabilité et à la sécurité du Xinjiang. Le bilan de ces résultats est contrasté, mais des relations nouvelles et étroites existent avec le reste du territoire. Conformément à leur conception de la sécurité, les Chinois continuent de lier menaces intérieures et extérieures avec "interférences de forces étrangères hostiles". Ils reconnaissent également une aggravation des différences économiques intra-régionales en Chine. Ce sont elles qui soulignent le plus les principales vulnérabilités du Xinjiang sur un fond durable d'antagonismes ethniques et religieux.

Les facteurs d'insécurité au Xinjiang : continuité et rupture avec l'histoire.

Au Xinjiang comme en d'autres régions excentrées de l'empire chinois, de nombreuses et fortes tendances de séparatisme régional, social et politique, ont survécu jusqu'à une époque récente sous l'apparente assimilation politique. C'est au Xinjiang que cette

assimilation s'est révélée pendant longtemps la plus fragile. D'où des décennies de grande instabilité et de révoltes durant lesquelles le pouvoir chinois ne pouvait se maintenir. Il n'est pas inutile de rappeler l'essentiel de ces données, pour mieux mesurer les différences avec la présente situation.

La géographie, l'éloignement et les conditions naturelles, un monde cellulaire de steppe et d'oasis aux antipodes du monde rural chinois traditionnel, ont longtemps desservi l'autorité chinoise. L'histoire a favorisé les relations des populations locales, presque exclusivement non-chinoises jusqu'au début du XXe siècle, avec les cultures d'Asie centrale et occidentale, turque, persane, et avec l'islam. La religion musulmane et l'organisation sociale qu'elle impliquait régnaient sur la vie des oasis, en particulier dans le sud Xinjiang. Bien que dispersées par la géographie, ces communautés avaient une plus grande cohésion que pouvaient en avoir les Chinois transplantés, isolés de leur organisation sociale et administrative, éloignés du monde agricole des provinces orientales. Malgré leurs originalités propres<sup>2</sup>, les oasis avaient entre elles des points communs d'où émanait, malgré tout, une homogénéité ethnique, linguistique, et culturelle. Ainsi sous les Qing, notamment au XIXe siècle, les chefs religieux régionaux entretenaient entre eux des liens politiques et religieux étroits.

Le pouvoir chinois sur la région, même s'il se réaffirmait lors d'un renouveau dynastique, restait fragile. Au sud, l'essentiel était de prévenir une coalition des oasis turcophones et musulmanes du bassin du Tarim. Au nord, les incursions des nomades contre les implantations des sédentaires, en particulier dans les oasis du bassin de la Dzoungarie, représentaient une autre forme de menace à laquelle le pouvoir, les sédentaires ou les commerçants chinois étaient particulièrement vulnérables.

L'éloignement des bases arrières, la lenteur des communications, les obstacles aux implantations massives de population han, tout s'opposait à des formes durables de conquête et de souveraineté chinoises qui auraient pu s'étendre à l'ensemble de la région. Les Chinois ne disposaient en fait d'aucun pouvoir réel, politique, économique ou militaire. Ils se contentaient d'un contrôle en utilisant le caractère cellulaire du monde des oasis, s'appuyaient sur les divisions naturelles entre oasis, nomades et sédentaires, croyants et infidèles, etc., surveillaient les échanges commerciaux et entretenaient la crainte et l'illusion de leur capacité d'intervention pour maintenir la sécurité à leurs frontières.

Les communistes, comme leurs prédécesseurs, furent confrontés à la question de la religion dominante, l'islam. Le défi de l'Islam au pouvoir était dans sa nature même, dans ses références et ses liens avec l'étranger. Son importance au Xinjiang n'était plus à découvrir. Depuis longtemps les autorités chinoises, impériales ou nationalistes, avaient eu le loisir d'en mesurer la capacité de mobilisation et de contestation. Dans les différentes oasis, elle était un facteur d'intégration politique et social, rival du pouvoir chinois, quand elle ne devenait pas une force d'opposition. D'où la nécessité, pour le pouvoir communiste, d'assurer un contrôle étroit et attentif, dirigé par le département du Front uni, dépendant directement du Comité central, suivi par le Bureau des affaires religieuses au niveau du gouvernement, et de mobiliser les associations islamiques<sup>3</sup>.

Dans la Région autonome, une partie des postes de responsabilité de ces organismes traitant des questions religieuses<sup>4</sup> sont tenus par des personnalités appartenant à des nationalités non-han. Rappeler ce phénomène, qui traduit une des formes de clivage au sein des nationalités, est d'autant moins superflu qu'une partie des attentats perpétrés depuis des années, les plus récents en 1996 et en 1997, ont visé des Ouïgours, religieux, responsables politiques ou membres des unités de milice, de toute évidence

étroitement liés au pouvoir chinois. A défaut de pouvoir mesurer l'ampleur de l'opposition parmi les minorités, on constate que la participation de nationaux non-han aux activités politico-administratives, policières, militaires, juridiques, est importante. Les "affaires religieuses" sont au coeur des préoccupations du pouvoir, mais l'islam ne constitue pas un dénominateur commun, unificateur et mobilisateur des nationalités de confession musulmane contre la population han et l'autorité chinoise. Latentes dans le passé, les différenciations, voire les oppositions, entre les nationalités se sont maintenues et parfois renforcées. L'éclatement de l'URSS et l'autonomisation des républiques en Asie centrale ont accentué ce phénomène. Kazakhs, Tadjiks ou Kirghizes du Xinjiang trouvent chacun de nouvelles références identitaires au Kazakhstan, au Tadjikistan et au Kirghizistan, ce qui renforce les différenciations traditionnelles entre minoritaires du côté chinois.

A l'inverse, pour les Ouïgours, dont le "territoire historique" se trouve en Chine, il ne leur restait qu'à mesurer leur isolement et leur implacable destin la perspective de se fondre dans l'ensemble chinois et de partager de plus en plus le territoire de la région autonome avec les populations han venues en nombre de l'est. Tenant en cela des propos très différents des autorités chinoises, les séparatistes ouïgours réfugiés à l'étranger récusaient toute accusation d'extrémisme religieux. Ils soulignaient avant tout le caractère nationaliste de leurs revendications. Jusqu'ici, pour ces opposants, l'islam n'a été qu'un trait culturel, identitaire, et non pas la cause de leur révolte.

Manifestation significative de l'absence d'unité entre nationalités musulmanes, les séparatistes ouïgours ne cachent pas leur hostilité aux Hui, Chinois musulmans<sup>5</sup>, "plus chinois que les Chinois", très attachés à leur pratique religieuse mais sans revendication séparatiste. On constate néanmoins une évolution, une radicalisation religieuse chez une partie des séparatistes ouïgours se différenciant de mouvements plus anciens, et recevant une aide accrue d'extrémistes religieux à l'étranger.

Jusqu'au début du siècle, la faiblesse de la présence chinoise, de la population han, a constitué une autre cause de vulnérabilité du pouvoir central. Les premières grandes implantations de colons venus de l'est chinois dans le Xinjiang datent de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en particulier sous la forme de colonies militaires (*bingtun* et *qutun*) et de colonies civiles (*hutun*) sur les versants nord des Tianshan. Elles suivaient l'anéantissement des Mongols dzoungars et l'annexion du bassin de la Dzungarie par les Mandchous. Dès cette époque, le contrôle chinois sur les oasis proches de la steppe fut renforcé et il a été confirmé au fil des décennies. Mais, au sud comme au nord, il arrivait encore jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle (1946-49), que les nationalités non-han puissent imposer leur force grâce à leur mobilité et à leur nombre.

La poursuite de la colonisation par les nationalistes chinois, puis par les communistes, a abouti à une première ligne d'implantation à dominante han, sur les piémonts nord des Tianshan, de Qitai à Wusu en passant par Ürümqi. La présence han s'est étendue par la suite aux autres agglomérations, accompagnant les activités politico-administratives. Elle s'est développée très lentement avec l'industrialisation naissante, notamment dans les zones d'exploitation pétrolière (Karamai et Dushanzi), dès avant 1949.

Tout à la fois garante du renforcement du pouvoir central et cause permanente des tensions, la présence han et, à travers elle, l'intégration progressive du Xinjiang dans l'ensemble chinois, s'est affirmée en quelques décennies. Les arrivées de Han ont été multipliées depuis 1949 en raison de la forte augmentation démographique dans l'ensemble de la Chine, d'une politique autoritaire de transferts, et par le biais d'une triple révolution intéressant les structures politico-administratives, les transports et

les communications et l'industrialisation. En 1981, quand furent mises en place les mesures correspondant à la politique de réformes et de développement économique préconisée par Deng Xiaoping, plusieurs membres de la "Société d'études démographiques de Chine" exposaient clairement les objectifs de sécurité recherchés à travers les mouvements de population (majoritairement han) vers les frontières. Quatre territoires de l'ouest (Xinjiang, Gansu, Qinghai, Tibet) devaient pouvoir absorber plus de 100 millions de personnes<sup>6</sup> venues des provinces orientales. Cette "mesure stratégique" aurait pour effet, écrivait l'un des auteurs, "de développer les forces productives d'une manière plus équilibrée et rationnelle et de renforcer la défense nationale"<sup>7</sup>.

Les structures politico-administratives mises en place par les communistes se sont révélées à la hauteur des ambitions du pouvoir central, la sécurité étant l'objectif prioritaire pour ces régions frontalières. Le statut de région autonome fut accordé le 1er octobre 1955. Les autorités centrales refusèrent, malgré les demandes de leaders de minorités, la formation d'un "Ouïgouristan". Cette entité aurait disposé, à l'image des républiques soviétiques d'Asie centrale, d'une autonomie plus grande que celle (toute relative d'ailleurs) que Pékin tolérait, ce qui aurait été en contradiction avec la tradition centralisatrice du pouvoir chinois. La Région autonome du Xinjiang fut longtemps dirigée par de fortes personnalités proches ou membres du pouvoir central (Wang Zhen et Wang Enmao), ce qui renforçait ses liens avec le reste de la Chine.

L'attribution du statut de région autonome avait été précédée en octobre 1954 de la création du "Corps de production et de construction du Xinjiang" ou *Bingtuan*, une unité paramilitaire dans la tradition des soldats agriculteurs des frontières, qui accueillait les démobilisés des troupes nationalistes de la région, mais qui, au fil des années, se révéla comme l'ossature de la présence han au Xinjiang (*cf. infra*).

Les autres transformations, le développement des transports et des communications, l'industrialisation, ont également contribué à renforcer les liens avec l'ensemble chinois. Ces mesures de nature économique ont comblé rapidement, à partir de 1961, les effets de l'éloignement géographique. L'ouverture de la voie ferrée jusqu'à Ürümqi a permis des transferts de population plus massifs et le désenclavement du Xinjiang tourné surtout jusque là vers l'URSS.

La rivalité sino-soviétique, les incidents de mai 1962 dans la vallée de l'Ili, la fermeture des frontières et des consulats soviétiques dans la Région autonome, ont finalement permis d'éliminer des influences soviétiques, de rompre des liens inter-ethniques de part et d'autre de la frontière sino-soviétique, et d'accélérer la sinisation du Xinjiang. Pour renforcer la sécurité, les minoritaires (Kazakhs, Ouïgours principalement) qui peuplaient les zones frontalières furent déplacés et remplacés par des unités (de Han et de Hui) du Corps de production et de construction. Pendant la révolution culturelle, les incidents survenus au Xinjiang entre Han ont clairement montré l'étroite connexion politique avec le reste de la Chine. Quand la Région autonome s'est de nouveau ouverte au voisinage centre-asiatique, au milieu des années 1980, à la veille de l'éclatement de l'URSS, sa sinisation était déjà bien avancée.

Les causes de l'instabilité : les inégalités économiques et l'augmentation de la présence han accentuent les contradictions locales.

Les effets de la politique d'ouverture et de développement économique décidée à partir de 1978 ont tardé à se faire sentir au Xinjiang. Jusqu'en 1985 les relations sino-soviétiques restaient, sinon tendues, du moins dans l'attente d'une normalisation. Après deux décennies de tensions, la Région autonome était toujours enclavée. Jusqu'en

1991, malgré une nette amélioration des rapports entre Chine et URSS, les échanges entre les deux Etats, notamment en Asie centrale, demeuraient limités. L'éclatement de l'Union soviétique et la politique de coopération lancée dès 1992 par Pékin avec les nouvelles républiques d'Asie centrale ont permis une réelle ouverture du Xinjiang, donnant une nouvelle impulsion au développement. En même temps, la Région autonome devenait le tremplin politique et économique de la Chine vers son voisinage centre-asiatique.

Mais, semblable en cela à la plupart des autres provinces chinoises de l'intérieur et de l'ouest, le Xinjiang n'a pas connu un développement économique aussi rapide que les régions côtières. Les différences avec les provinces les plus riches se sont accentuées. En 1995, la Région autonome ne couvrait elle-même que 55,7% de ses besoins financiers (contre 45,6% en 1990)<sup>8</sup>. Simultanément, la libéralisation économique appliquée depuis 1978 a eu pour effet de marquer et de souligner localement des différences économiques inter-ethniques. Ces différences se sont révélées et accentuées tandis que les membres des nationalités non-han montraient dans leur ensemble une moins grande capacité d'adaptation que les Han aux nouvelles règles de la vie économique. Dans le secteur rural, les Han ont pour la plupart intensifié et diversifié leurs activités agricoles ou semi-industrielles. Les membres des unités des *Bingtuan*, bien que ne disposant que de revenus faibles, ont pu s'appuyer sur l'encadrement et les structures du "Corps". A l'inverse, les ruraux des autres nationalités ont rarement diversifié leurs activités agricoles, s'en tenant à des activités traditionnelles, moins rentables<sup>9</sup>. Le développement du secteur industriel a surtout bénéficié aux Han. Dans le secteur commercial, les Ouïgours, par exemple, sont restés fidèles à leurs habitudes de gestion traditionnelles et familiales, tandis que les Han étendaient leurs échanges par le biais de réseaux interprovinciaux dans la tradition des anciennes guildes. Quelques réussites personnelles parmi les minoritaires ne peuvent cacher une stagnation voire une régression, dûe à la concurrence<sup>10</sup>.

A l'intérieur du Xinjiang les écarts se sont creusés, les zones les plus arriérées étant pour la plupart peuplées d'ethnies non-han. Les plus instables sont celles qui sont restées à l'écart du développement économique et celles où les rivalités économiques inter-ethniques se sont renforcées. Au sein d'une même nationalité, les clivages se sont accentués entre populations urbaines entraînées par les transformations politiques et économiques et populations rurales maintenues dans leur cadre traditionnel.

Le sud du Xinjiang, le bassin du Tarim, est demeuré à l'écart des transformations et de l'avancée han jusqu'à une période récente (années 1970), au point de conserver dans ses zones rurales les structures sociales et religieuses établies depuis des siècles. Cadre de vie et activités traditionnels sont restés des éléments identitaires de nombreux minoritaires des zones rurales et pastorales, particulièrement sur les franges sud. Ces populations se sont marginalisées, au point d'être à l'écart de l'information, et de perdre tout pouvoir. Elles sont devenues encore plus différentes des Chinois, plus hostiles, plus accessibles aux courants nationalistes et religieux clandestins.

L'atomisation de la société de la région, qui a facilité l'expansion du pouvoir chinois, a également permis le maintien de poches résiduelles, oubliées, refuges de valeurs traditionnelles de minoritaires. Ainsi, les franges rurales de l'est, du sud et de l'ouest du Taklamakan, peuplées majoritairement de Ouïgours, sont parmi les plus délaissées économiquement<sup>11</sup> et les plus hostiles aux autorités politiques. Le parti communiste reconnaît avoir perdu pied dans ces régions<sup>12</sup> et s'est fixé comme objectif d'occuper un terrain jusqu'ici négligé. Quand des cadres, des membres du parti, des activistes sont

présents, ils sont souvent l'objet d'agressions. "Des localités sont devenues des villages fortifiés, réduits du séparatisme et bases d'activités religieuses illégales"<sup>13</sup>.

D'où une série de directives pour reprendre le contrôle de ces régions en marge : l'élimination du pouvoir religieux et, au niveau des villages, la mise en place de cadres du parti<sup>14</sup> dans les branches rurales, le renforcement du réseau de la police par l'ouverture de sous-stations, la réactivation des milices et l'implantation de détachements de la sécurité publique armée. Les actions du parti et de l'appareil policier doivent être complétées par un travail d'éducation (c'est-à-dire de propagande) en mobilisant la radio, la télévision, la presse, mais surtout en contrôlant fermement les écoles et tout particulièrement les enseignants<sup>15</sup>. Les zones frontalières sont particulièrement visées. La fracture entre Han et non-Han apparaît encore à travers d'autres directives destinées à remplir un véritable vide entre nationalités la mise en place d'un personnel bilingue, ou "de cadres han aimant le Xinjiang aux côtés de cadres des minorités qui s'opposent au séparatisme".

Les zones rurales pauvres n'ont pas l'exclusivité de ces tensions. Dans les zones urbaines les plus dynamiques (Ürümchi, Aksu, Kurla, Yining), où les Han sont nombreux, souvent majoritaires, l'organisation sociale et économique de ces derniers se révèle plus efficace, au point de menacer les activités traditionnelles des autres nationalités. La vallée de l'Ili est une région particulièrement instable. Ouverte naturellement sur le Kazakhstan, peuplée de minoritaires informés et très sensibles aux transformations régionales, c'est une vallée au passé agité, où est entretenue une tradition d'opposition à la présence chinoise<sup>16</sup>. Or, la vallée de l'Ili et ses principales agglomérations, Yining, Korgas, ont vu en peu d'années un accroissement spectaculaire du nombre des Han. Rien d'étonnant donc à ce que les principaux incidents aient eu lieu dans cette vallée en février 1997. En se rabattant vers des actions illicites (trafics en tout genre avec les Etats voisins, dont celui de la drogue avec des réseaux internationaux très actifs) ou le banditisme, des membres des nationalités aggravent encore leur marginalisation et entraînent leur mise hors-la-loi. Il est courant de relever des amalgames de condamnations pour banditisme, trafic de drogue et séparatisme. Comme les zones urbaines sont les lieux de cohabitation des nationalités minoritaires et des Han, elles sont aussi les plus sujettes aux incidents.

Les inégalités économiques sont d'autant plus sensibles qu'elles s'accompagnent d'un accroissement de la population Han, laquelle, dans sa majorité, semble bénéficier de conditions économiques et sociales relativement meilleures. Les réformes rurales et la liberté de circulation ont déclenché depuis 1978 un vaste mouvement de population sur tout le territoire chinois. Vers l'ouest, le Xinjiang est devenu une destination de prédilection pour une partie des ruraux issus des parties pauvres du centre et de l'ouest, Gansu, Shaanxi, Sichuan, etc. Entrepreneurs et frugaux, les Han viennent défricher les terres du bassin du Tarim, planter du coton<sup>17</sup>.

Une politique d'information et de recrutement de personnels qualifiés, lancée depuis 1984, a contribué à favoriser l'arrivée de personnel han venant des provinces de l'est ou de l'intérieur des cadres expérimentés et des diplômés, des techniciens dans les zones rurales, alors que des Ouïgours déploraient simultanément l'insuffisance du nombre des cadres techniques formés parmi les minoritaires.

Le développement de secteurs miniers et industriels, notamment du pétrole et du gaz, a eu des effets considérables sur l'industrialisation de la région, avec pour conséquence l'arrivée de très nombreux cadres Han et de leurs familles. Depuis la fin des années

1980, des villes pétrolières nouvelles ont été créées pour eux, près de Kurla, Fukang, Shanshan, Hami.

Le Corps de production et de construction du Xinjiang s'est étoffé. Les populations Han, et à un moindre degré Hui, continuent de bénéficier de l'encadrement et de l'accueil de ses unités<sup>18</sup>, le tout constituant toujours une structure particulièrement fiable et efficace de contrôle et de mise en valeur de la région<sup>19</sup>. Au cours des différentes réunions tenues depuis le début de 1996 par les autorités régionales, l'importance du Corps pour le développement et la défense des régions frontalières a été réaffirmée<sup>20</sup>. Depuis plusieurs années, les unités du Corps ont reçu des directives pour étendre leurs activités agricoles, industrielles<sup>21</sup> et de soutien logistique (transport, commerce, etc.), en particulier dans le bassin du Tarim, afin d'accompagner le développement des activités industrielles, notamment pétrolières. Les nouveaux défrichements, assurés par les "divisions" agricoles du sud Xinjiang, ont accueilli en quelques années des renforts de main-d'oeuvre de plusieurs centaines de milliers d'hommes, surtout des Han.

Les unités des *Bingtuan* comptent environ 2,5 millions de personnes<sup>22</sup> (y compris les familles). Ceci représente près de 40% de la population Han du Xinjiang si on s'en tient aux chiffres officiels, moins si cette population est, comme on le pense, plus nombreuse. Ce pourcentage traduit l'importance des *Bingtuan* dans l'organisation et la cohésion de la population Han de la région. On peut mesurer l'ampleur des transformations sociales survenues depuis un demi-siècle, alors les Han transplantés y vivaient en petites communautés dispersées et vulnérables. Les nouvelles avancées des Han dans la région sont principalement le fait des unités des *Bingtuan* (régiments agricoles défrichant des nouvelles terres<sup>23</sup>) ou des unités industrielles comptant des effectifs nombreux (par exemple, lors de la mise en exploitation d'un gisement de pétrole).

Officiellement, les Han sont encore minoritaires au Xinjiang (environ 36%) et les Ouïgours sont les plus nombreux (environ 41%)<sup>24</sup>, pour une population totale de 16,91 millions d'habitants à la fin de 1996<sup>25</sup>. L'écart entre les données officielles et celles qui peuvent être recueillies localement traduit le flou entourant la question démographique, sujet particulièrement sensible. Or, l'observation, sur près de vingt années, de plusieurs régions urbaines et rurales du Xinjiang conduit à conclure à une augmentation sensible de la population Han, impression confirmée ici et là par des responsables locaux et perçue par les populations indigènes comme une "invasion". Malgré les chiffres officiels qui se veulent rassurants, il semble admis que les Han soient désormais majoritaires au Xinjiang.

La politique démographique est d'autant plus mal ressentie par les nationalités locales qu'elle s'accompagne de mesures de contrôle des naissances imposées par un pouvoir central lointain. Qu'il importe que ces mesures soient appliquées à l'ensemble de la Chine, ou que les quotas soient officiellement plus larges pour les minoritaires<sup>26</sup> : la politique de contrôle démographique est critiquée et combattue localement par des responsables religieux, un comportement insupportable aux autorités locales qui dénoncent cette interférence de la religion dans les affaires civiles.

Jusqu'à une époque récente (années 1970), les immigrants Han s'installaient dans la partie nord, sur les franges du bassin de Dzungarie, dans les principales villes du nord des Tianshan, et plus rarement dans les cités-oasis du bassin du Tarim. Une autre partie était absorbée par les *Bingtuan*. Depuis les années 1980, avec une accélération depuis moins de dix ans, les arrivées sont liées à la mise en valeur des richesses pétrolières,

d'où des implantations de plus en plus nombreuses dans le sud du Xinjiang. Elles sont également dûes aux nouvelles possibilités d'échanges commerciaux avec les régions frontalières, d'où une autre prédilection pour les villes proches de la frontière de la vallée de l'ili (Yining, Korgas), ou de l'ouest du bassin dzoungar (de l'Altai aux Tianshan). Les nouvelles implantations intéressent des régions jusque là majoritairement habitées par les nationalités non-Han, particulièrement par les Ouïgours au sud et par les Kazakhs au nord.

Dans une région frontalière où les conditions naturelles rappellent aux Han leur propre originalité, et dans une certaine mesure leur vulnérabilité, les liens avec les provinces chinoises d'origine restent très forts. Leur sentiment d'appartenance à l'ensemble chinois est très vivant. En même temps, pour un nombre toujours plus élevé de Han, le Xinjiang est devenu la terre natale. De telles attaches rendent les hypothèses de séparation de ces marges occidentales de l'ensemble chinois de moins en moins vraisemblables.

Aux transformations politiques, sociales et humaines s'ajoutent des bouleversements dans l'infrastructure de la région, et tout particulièrement dans les communications et les transports, ainsi que par l'industrialisation. Autant de moyens pour intégrer dans l'ensemble chinois une région reliée au reste du pays par voie ferrée à partir de 1962 seulement. L'extension du chemin de fer jusqu'à la frontière kazakhe (un projet qui a augmenté sensiblement les capacités d'échanges, donc de dépendance, avec le reste de la Chine. L'effort se poursuit vers Kashgar par le prolongement de la voie qui relie déjà les gisements pétroliers de Luntai. Le réseau routier, bien qu'insuffisant, couvre assez bien la région. Les lignes aériennes locales complètent enfin un maillage toujours en cours de développement<sup>27</sup>.

Le gouvernement central consacre des sommes plus élevées à l'extension des moyens de communication et à l'industrialisation de la Région autonome. Les engagements de l'Etat, non négligeables durant le VIIIe plan (1990-95), seront augmentés durant le IXe plan (1996-2000)<sup>28</sup>. Les réserves de pétrole, gaz, charbon du Xinjiang sont parmi les plus importantes de la Chine. Elles sont fondamentales pour le développement économique de l'ensemble du pays dont le déficit énergétique croît. Les accords pétroliers entre la Chine et le Kazakhstan accroissent l'importance stratégique du Xinjiang, au point de transformer dans un avenir proche la branche nord de la "route de la soie" en une "route du pétrole".

Ces bouleversements comportent, dans la mesure où ils se font en marge des nationalités locales, des risques de déstabilisation. L'implication des membres des minorités nationales dans les activités industrielles, dont les technologies viennent avec les émigrés des provinces orientales de Chine, est minime. Ainsi le nombre des cadres et techniciens appartenant aux nationalités demeure négligeable. D'où un sentiment d'exclusion et de dépossession que ne viennent pas compenser d'autres avantages.

Les autorités espèrent sans doute que l'industrialisation pourra intégrer les différentes formes économiques en une large base sur laquelle s'épanouira une structure sociale plus mobile et plus prospère. Or le processus n'en est qu'à ses débuts. Dans cette phase de développement, il y a peu d'accumulation de richesses pour les individus. Les résultats nets vont à la collectivité et aux unités chinoises plus qu'aux communautés des minoritaires, quand ces dernières sont organisées.

La sécurité sur la frontière et au-delà

Une constante de l'histoire chinoise dans ces régions est de rechercher une position d'appui plus éloignée qui viendra renforcer la sécurité au Xinjiang. Quand la rivalité avec l'Union soviétique faisait de l'Asie centrale une zone de tension, Pékin s'assurait de ses liens avec l'Iran et le monde arabe. Depuis l'éclatement de l'URSS et l'apparition des républiques d'Asie centrale, la diplomatie chinoise s'est efforcée, avec un certain succès, de développer des bonnes relations avec ces républiques et avec la Russie. Si on poursuit le parallèle avec l'histoire, la politique chinoise de sécurité est passée, depuis le milieu des années 1980, d'une position de défense linéaire "de grande muraille", fixée sur une frontière la plus étanche possible, à une politique d'alliances et d'échanges "en avant de la grande muraille".

Le contrôle de la frontière en profondeur repose, du côté chinois, sur un dispositif classique combinant les forces frontalières, la police, les unités de l'armée (l'Armée de libération populaire ou ALP), les milices et les unités du corps de production et de construction. Dans les zones de plaine ou de vallée (Ili et partie occidentale du bassin dzoungar), des fermes d'Etat, qui sont des unités du "corps", couvrent le terrain et constituent un véritable cordon de sécurité sur la frontière. Les passages clandestins de personnes ou d'armes sont possibles mais difficiles et aisément détectables. Les reliefs montagneux du sud-ouest, du Pakistan aux Tianshan du sud, comprennent de nombreux cols aux altitudes très élevées, impraticables pendant une partie de l'année. Les vallées sont assez facilement contrôlables, les déplacements sont repérables. Dans la mesure où elles pourraient se constituer, des bandes armées ne peuvent durablement trouver refuge dans les franges désertiques, montagneuses, où les possibilités de survie sont faibles durant une partie de l'année. Le milieu naturel et les régions habitées, rurales et urbaines, ne se prêtent pas plus à une "afghanisation" qu'à une "algérisation" par des opérations d'opposants armés.

Depuis le milieu des années 1980, la nouvelle doctrine stratégique chinoise retient l'hypothèse de conflits limités sur les frontières, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Le Xinjiang et les frontières occidentales figurent parmi les théâtres d'opérations les plus vraisemblables. Les experts estimaient au début des années 1990 que les effectifs de l'ALP dans la région autonome s'élevaient à environ 200 000 hommes. Selon une information plus récente, à la suite des incidents de février 1997, cinq divisions (soit 50 à 60 000 hommes) de l'armée ou de la police armée (*wujing*) auraient été envoyées en renfort<sup>29</sup>. La presse chinoise rapporte de temps à autre des exercices, jusqu'au niveau de la division, dans des conditions extrêmes dans le sud du Taklamakan ou en altitude dans les Kunlun. Ceci, alors qu'aucun Etat voisin dans cette région ne constitue une menace pour la Chine.

Une série d'accords entre la Chine et les quatre Etats limitrophes, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, sont venus garantir depuis peu la sécurité sur la frontière du Xinjiang. Le plus important a été signé le 24 avril 1996 et porte sur la réduction des forces et sur des mesures de confiance sur une profondeur de 100 kilomètres de part et d'autre de la frontière commune<sup>30</sup>. D'autres accords portent sur les relations bilatérales et mentionnent la non-ingérence dans les affaires intérieures, ce qui implique l'interdiction d'activités hostiles par des séparatistes réfugiés dans ces pays<sup>31</sup>. Les services de sécurité intérieure coopèrent pour la lutte contre la drogue et les trafics d'armes<sup>32</sup>. En octobre 1997, le ministre de la défense du Kazakhstan s'est rendu au Xinjiang. Le mois suivant, des responsables militaires chinois de la Région autonome ont effectué une visite dans les trois républiques voisines. A cette occasion, les

promesses de "mesures radicales pour s'opposer aux activités des séparatistes du côté chinois" ont été renouvelées.<sup>33</sup>

Ultime mesure relevant également de la sécurité : les transferts de population. La Chine et le Kazakhstan auraient entamé des négociations pour permettre le départ de Kazakhs du Xinjiang<sup>34</sup> qui souhaiteraient s'installer au Kazakhstan. De tels mouvements de population, même sur une base volontaire, n'iraient pas sans poser des difficultés au pays d'accueil. Ils pourraient néanmoins contribuer à réduire les tensions inter-ethniques du côté chinois. D'autres nationalités, Kirghizes, Tadjiks, moins nombreux, seraient tentées par de telles "solutions", avec les républiques voisines<sup>35</sup>. Les Ouïgours, sur leur propre territoire, au Xinjiang, sans "république soeur", tenus à l'écart du développement économique, ne se voient pas offrir d'autre issue que l'assimilation progressive, un sort déjà advenu, par exemple, aux populations mandchoues ou mongoles du nord et du nord-est de la Chine. Mais les différences ethniques et culturelles entre Ouïgours et Han sont autrement plus marquées.

Les autorités chinoises ne manquent pas de se référer aux exemples de l'actualité, des Balkans au Pamir : "(Les habitants du Xinjiang) ne veulent pas de mésaventures, guerre civile permanente et déplacements de populations, comme en connaissent les populations de Bosnie-Herzégovine et d'Afghanistan"<sup>36</sup>. Au niveau centre-asiatique, les politiques de Pékin et de Moscou doivent s'accommoder de leurs divergences d'intérêts à long terme (dans le domaine énergétique par exemple) comme de leurs plus immédiats et communs soucis de stabilité régionale. La progression du fondamentalisme musulman en Afghanistan et la guerre civile au Tadjikistan concernent tout autant Chinois et Russes. Les mouvements séparatistes ouïgours ne peuvent espérer de soutien de Moscou ou des gouvernements des républiques centre-asiatiques.

Conclusion.

Le gouvernement chinois est déterminé à poursuivre la politique donnant la priorité à la mise en valeur de la Région autonome. Le développement économique est une des clés de la stabilité et de la sécurité du Xinjiang. D'autres vieilles recettes continueront de l'accompagner : nouveaux apports de population han venant de l'est, contrôle accru des activités religieuses, renforcement des mesures de sécurité par la police et par l'armée.

Lors de l'Assemblée nationale populaire, réunie à Pékin en mars 1997, plusieurs députés ont reconnu que la "politique des nationalités" souffrait d'inégalités de plus en plus marquées. Redresser la situation sera difficile et prendra du temps. L'intransigeance idéologique supporte mal les particularismes, à plus forte raison les interférences de la religion. Tensions et incidents devraient persister, accompagnés d'une répression dont le passé récent laisse supposer qu'elle serait sans faiblesse.

Le séparatisme ouïgour est soutenu par plusieurs mouvements distincts, parfois rivaux, réfugiés à l'étranger, et par des activistes qui, opérant en Chine, ont des liens complexes avec les mouvements extérieurs. Cette dispersion est un facteur de faiblesse pour les séparatistes dont les éléments les plus radicaux, déjà liés à des groupes extrémistes du Pakistan de l'Iran, du Cachemire et de l'Afghanistan<sup>37</sup>, pourraient recevoir une aide de plus en plus importante de l'extérieur.

Quoi qu'il en soit, l'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois est, pour l'essentiel, devenu en quelques décennies une réalité. Elle se poursuit et se traduira encore par des heurts entre communautés de cultures différentes, dont les relations sont aggravées par l'inégalité des accès aux nouvelles richesses de la région. Loin d'annoncer une

menace d'éclatement ou une période de faiblesse et de retrait à partir des territoires de l'ouest, la situation au Xinjiang correspond actuellement à une période de renforcement du pouvoir chinois, comme en connurent précédemment les époques d'expansion dynastique.

## NOTES

1. *Xinjiang ribao* du 5.3.1997. Pour situer le Xinjiang et le problème historique de la région voir René Cagnat et Michel Jan, *Le Milieu des Empires*, Paris, Robert Laffont, 1990.
2. Sur cette question voir M. Jan, "Les structures politiques dans le Xinjiang", *Nouveaux Mondes*, n°5, été 1994, pp. 159-177.
3. Yusuf Aisha, vice-président de l'association islamique du Xinjiang, déclarait en août 1997 : "Les autorités religieuses, les séparatistes nationalistes et les fanatiques religieux qui créent des disputes entre sectes religieuses, créent le chaos à l'intérieur des cercles religieux et qui vont jusqu'à utiliser des moyens terroristes violents pour persécuter des personnalités religieuses patriotiques, doivent être arrêtés".
4. Il en est de même pour celles qui traitent des questions des nationalités.
5. En 1990, les Hui étaient environ 7 millions sur l'ensemble du territoire chinois, et 670 000 au Xinjiang.
6. Lors du recensement de 1982, ces 4 régions autonomes ou provinces totalisaient environ 38 millions d'habitants.
7. Liu Zheng, Song Jian, and others, *China's population Problems and prospects*, Beijing, 1981.
8. Il en est ainsi malgré un accroissement du PNB (en 1995 + 12,3%; +9% en 1996). Cette situation financière difficile se traduit au niveau de certaines unités par de longs retards de paiement - un thème qu'exploitent les séparatistes.
9. La reconnaissance officielle de ce phénomène apparaît souvent sous la forme d'histoires édifiantes sur l'amitié entre nationalités locales et Han. Par exemple, l'aide apportée par des Han à des Ouïgours, cultivateurs de melons, de la région de Turfan (*Xinhua* du 14 février 1995).
10. Entre 1990 et 1996 les revenus des trois secteurs d'activités se sont répartis dans les proportions suivantes :

%	1990	1995	1996
Secteur primaire	37,6	28,1	28,3
Secteur secondaire	33,1	39,3	36,5
Secteur tertiaire	29,3	32	35,1

11. En 1996, 1,43 million d'habitants (sur 17 millions), soit près de 9% de la population, vivaient avec un revenu inférieur à 530 RMB par an. 30 districts de la RA étaient en dessous du seuil de pauvreté. Un sixième de la population rurale ne pouvait être nourrie convenablement.

12. *Xinjiang ribao* du 22.5.1996.
13. *Xinjiang ribao* du 10.5.1996.
14. En 1996, le PCC comptait 266 000 membres dans la région autonome, un chiffre qui révèle une proportion particulièrement faible par rapport à la population si on le compare à la moyenne nationale 1,4% au Xinjiang contre 4,5% au niveau national.
15. Y compris par des limogeages, par exemple à Nilka, dans la vallée de l'Ili.
16. Dans la vallée de l'Ili, séparatistes ouïgours et personnalités favorable au pouvoir se disputent le culte d'Ahmedjan Kasimi, qui fut, pour les uns, un des fondateurs de la "République du Turkestan Oriental" et, pour les autres, un héros pro-chinois leader de la "Révolution des trois régions", entre 1945 et 1949, jusqu'à sa disparition dans un accident d'avion. Dans le *Xinjiang ribao* du 23.8.97, Amudun Niyaz, le président de l'assemblée populaire régionale, dénonçait l'interprétation des séparatistes, ce qui prouve la perpétuation de cette querelle. Voir aussi M. Jan, "Les structures politiques dans le Xinjiang", *op. cit.*
17. Dépêche *Xinhua* du 19.5.97.
18. Le Corps est passé en quelques années de 10 à 13 divisions agricoles.
19. Pour une présentation de ce corps et de son histoire nous renvoyons à notre ouvrage *Le Milieu des Empires*, R. Laffont, 1990, 2<sup>ème</sup> édition, pp. 212-214 et 316-319.
20. "Le Corps de construction et de production du Xinjiang est une force sûre et importante pour sauvegarder la stabilité et la construction du Xinjiang et pour protéger la frontière. Dans la nouvelle période historique, ses importantes tâches sont encore de combiner le travail et l'entraînement militaire, de défricher les terres et de couvrir les frontières... Les comités du parti et les gouvernements à tous les niveaux attacheront la plus grande importance au travail du corps et soutiendront vigoureusement son développement et son extension." (*Xinjiang ribao* du 7.5.96) - "Un obstacle insurmontable au forces internationales hostiles" (*Xinjiang ribao* du 30.5.1996).- "Le Corps a appliqué sérieusement les importantes instructions des autorités centrales pour le maintien de la stabilité au Xinjiang, poursuivi son travail d'implantations de nouvelles troupes sur les terres à défricher et sur les frontières à garder.. etc." (*Xinjiang ribao* du 1.2.97).
21. Dans le domaine industriel le "Corps" est un investisseur important pour les projets liés au secteur agricole, ainsi il est le principal investisseur de l'usine d'engrais amoniaqué de Kucha (production de 2,88 millions de tonnes prévue pour 1999).
22. Les effectifs des *Bingtuan* sont passés de 200 000 environ en 1954, à 500 000 en 1960, à 2 millions en 1988.
23. Ce sont également les *Bingtuan* qui sont chargés de la construction des voies ferrées en direction du sud.
24. Selon Amudun Niyaz, cité par *Xinhua* (3 mars 1997). Mais dans ce cas, avec une population globale de 16,91 millions d'habitants, il y aurait 6,97 millions de Ouïgours dans la RA. Or il y en avait déjà 7,195 millions en 1990 (chiffres officiels)...
25. Les diverses informations parues dans la presse sont contradictoires : fin 1994 la population était estimée à 16,327 millions d'habitants, avec un taux de croissance naturelle pour l'année écoulée estimé à 1,339%. En 1995 seul un taux de croissance était publié 1,145%. A la fin de l'année 1996 le taux de croissance était passé à 1,55%. L'objectif pour 1997 était de maintenir le taux de croissance naturelle en dessous de 1,7% (*Xinjiang ribao* du 1.2.97).

26. Un enfant pour les familles Han, deux enfants pour les minorités ethniques dans les villes, quatre enfants pour les minorités ethniques dans les campagnes (*Xinhua* du 1.10.1995).
27. Avec des implications pour la sécurité interne de la région depuis quelques années, les avions des compagnies civiles sont réquisitionnés pour les relèves d'unités militaires entre Ürümqi et les villes du sud par exemple.
28. En 1996 le montant des investissements a été d'environ 8 milliards de FF, dont 60 à 70% fournis par le gouvernement central.
29. *Pingkuo ribao* (Hong-Kong) du 19.4.97.
30. Des accords sur la délimitation de la frontière ont été également signés entre la Chine et les quatre pays voisins. Le marquage fait l'objet d'accords complémentaires et le travail sur le terrain est en cours (1997). Il reste encore plusieurs litiges à régler, certains portant sur des superficies importantes (Tadjikistan).
31. Accord de février 1995 avec le Kazakhstan, du 4 juillet 1996 avec le Kirghizistan.
32. Accord sino-kirghiz de novembre 1996.
33. *Xinjiang ribao* du 3/11/97.
34. Il y a environ 1,2 millions de Kazakhs en Chine, la presque totalité vivant au Xinjiang.
35. *Chien Shao* n° 67, 1.8.96 cité par SWB FE/2720 du 18.9.96.
36. Amudun Niyaz, président de l'Assemblée populaire régionale - *Xinjiang ribao* du 23.8.97.
37. *Pingkuo ribao* (Hong-Kong) du 19.4.97.